

**Arrêté portant fixation de la dotation globale de  
fonctionnement 2023**

**CAMSP LE CHEMIN  
123 RUE ARISTIDE BRIAND  
59540 CAUDRY**

**N° FINESS : 590040184  
DT CAMBRAI**

Le Président du Département du Nord

- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu le Code de la Sécurité Sociale ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la Sécurité Sociale pour 2023 publiée au Journal Officiel du 24 décembre 2022 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 18 avril 2023 publié au Journal Officiel du 23 Avril 2023 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2022 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- Vu la décision 2023-08 du 26 mai 2023 de la directrice de la CNSA publiée au Journal Officiel du 8 juin 2023 relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour 2023 ;
- 
- Vu la décision d'autorisation en date du 17 Février 2021 autorisant l'extension d'un centre d'action médico-sociale précoce dénommé CAMSP LE CHEMIN CAUDRY (590040184), sis 123 rue Aristide Briand 59540 CAUDRY et géré par l'entité dénommée Centre Hospitalier LE CATEAU (590781621) ;
- Vu la décision tarifaire portant fixation de la dotation globale de soins de l'ARS pour la part Assurance Maladie en date du 28 juillet 2023 ;
- Sur proposition du Directeur Général des Services du Département ;

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : Au titre de 2023 et en application des articles R.314-123 et R.314-107 du CASF, la part de la dotation globale de financement supportée par le Département s'élève à 285 913,53 € et est versée mensuellement à hauteur de 23 826,13 €.

Article 2 : Le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale est compétent pour statuer sur les recours contre la présente décision. Tout recours contentieux doit être adressé à la Cour Administrative d'Appel de Nancy, 6 rue du Haut Bourgeois, CO 50015, 54 035 NANCY Cedex.

Article 3 : Tout recours doit être formé dans le délai franc d'un mois, à compter de la publication de la décision attaquée ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : Un exemplaire du présent arrêté sera notifié au représentant de la structure concernée et publié au recueil des actes administratifs du Département du Nord.

Article 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le payeur départemental et le représentant de la structure susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LILLE, le 29 Septembre 2023

**Pour le Président et par délégation  
La Directrice Générale Adjointe  
Enfance Familles Jeunesse**

**Anne DEVREESE**

Publié le : 03.10.2023